

Auguste Walras et la critique de l'économie politique de J-B Say

Arnaud Diemer
PHARE-GRESE Paris 1, OMI Reims

C'est en se livrant à des recherches philosophiques sur la nature et l'origine de la propriété, qu'Auguste Walras a été conduit sur le terrain de l'économie politique. Son premier ouvrage *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur* paraît en juillet 1831, sous les auspices de la « Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles Lettres du Département de l'Eure ». Auguste Walras, âgé de trente ans, est alors pris dans une triple « tenaille ». Sur l'échiquier politique tout d'abord, la *Restauration française* amorcée le 6 avril 1814, s'est traduite par un retour à la souveraineté monarchique avec quelques adaptations eu égard à l'épisode révolutionnaire (rédaction d'une *Constitution*). Le pays est agité (suppression de la liberté de presse, rétablissement de la censure et politique de répression dès 1820) et la légitimité d'une royauté disparue depuis 25 ans demeure mal acceptée (Waresquiel, 1996). Le règne mesuré de Louis XVIII (1815-1824) fera place à un débat passionné avec l'accession au trône de Charles X (1824-1830). L'opposition entre les ultras et les libéraux mènera à la révolution de Juillet, dite des trois glorieuses (27, 28 et 29 juillet 1830), et à l'abdication de Charles X. Le 9 août 1830, la monarchie de Juillet est proclamée et Louis Philippe prête serment à la Charte révisée (Robert, 2000). Face à l'engouement et aux attentes du peuple, les différents ministres qui se succèdent (Laffitte, Perier, Soult...) peinent à rétablir l'ordre (procès des ex-ministres de Charles X en décembre 1830, émeutes à Paris en février 1831, révolte des Canuts en novembre 1831). Sur le plan scientifique et de l'enseignement, l'économie politique est suspectée d'entretenir des liens « obscurs » avec la philosophie du XVIII^e siècle et le courant idéologue impulsé par Antoine Destutt de Tracy et Jean-Baptiste Say. Les premiers cours professés au Conservatoire des Arts et Métiers (J-B Say inaugure son cours le 20 décembre 1820) déclenchèrent de véritables vagues de terreurs¹ parmi certains Ministres de la restauration. Le gouvernement redoutait les allusions que pouvaient faire les enseignants à la politique ainsi que les relations que pouvaient faire naître ces cours entre ceux qui les fréquentaient et les conciliabules. Dans le *Discours préliminaire* de son *Traité d'économie politique*, J-B Say sera amené à prendre quelques précautions et à établir une nette distinction entre l'économie politique et la politique. Sur le plan personnel enfin, la situation d'Auguste Walras vient à peine d'être établie. Après avoir été successivement chargé d'enseignement au Collège de Valence et de Saint Etienne, secrétaire, commis comptable et précepteur des enfants d'un notaire ; Auguste Walras a demandé, en janvier 1831, sa réintégration dans le corps enseignant. Il a rencontré à cette fin le Ministre de l'Instruction publique, Felix Barthe. Le 5 mars 1831, il est nommé au Collège d'Evreux en la qualité de suppléant de rhétorique (OEC, vol I, 1990, p. CXXXI). Ce contexte n'est donc pas propice à la publication d'un tel manuscrit. Cependant, Auguste Walras souhaite entrer dans la carrière d'économiste et il est bien décidé à poser les bases d'un véritable programme scientifique pour l'économie politique (Diemer, 2005). La première chose à faire

¹ A partir de décembre 1824 – soit deux mois et demi après l'accession au trône de Charles X – le préfet de police Delavau fit surveiller par ses agents tous les cours du conservatoire (Liesse, 1901).

consiste à déterminer d'une manière nette et précise l'objet que l'économie politique se propose d'analyser et à tracer les limites de cette étude. La théorie de la richesse et de la valeur constitue selon lui le fondement et la matière d'un *Traité d'économie politique*. Tous les économistes, de Quesnay à Turgot, de Smith à Say, ont décrit les phénomènes qui président à la formation, la distribution et la consommation de la richesse, sans toutefois parvenir à fonder une véritable science. Du côté de la valeur, deux opinions sont accréditées en ce début de XIX^e siècle. L'une, d'inspiration anglaise, s'appuie sur l'autorité d'Adam Smith, David Ricardo et John Ramsay Mc Culloch. Elle place l'origine de la valeur dans la quantité de travail et les frais de production. L'autre, d'inspiration française, se recommande des noms de Condillac et Jean-Baptiste Say. Elle place la cause de la valeur dans l'utilité. Auguste Walras (1831) se propose de discuter successivement ces deux doctrines, puis d'en introduire une troisième, plus conforme à la démarche scientifique. La seconde chose à faire consiste à légitimer cette nouvelle 'doctrine'. N'ayant ni rédigé de *Traité d'économie politique* (bien qu'il en ait tracé les principales lignes), ni exercé une activité d'enseignement suffisamment longue (sa charge de principal, puis d'inspecteur académique lui prenant la majorité de son temps), Auguste Walras cherchera cette reconnaissance en s'appuyant sur deux nouveaux manuscrits. La *Théorie de la richesse sociale ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique* (1849) et *l'Esquisse d'une théorie de la richesse* (1863) réitéreront les trois prétentions de l'œuvre walrassienne : (i) s'opposer avec force à la proposition des classiques anglais ; (ii) dépasser la position de l'école française ; (iii) instituer un système économique et social complet reposant sur la valeur rareté.

Notre papier se propose de revenir sur les principales contributions walrassiennes en adoptant un regard croisé entre les travaux d'Auguste Walras et ceux de Jean-Baptiste Say. Cette démarche est motivée par les trois raisons suivantes. A la suite de la 5^{ème} édition du *Traité d'économie politique* (1826) et de la 3^{ème} édition du *Catéchisme d'économie politique*, la renommée de J-B Say (digne successeur d'Adam Smith) s'étend à toute l'Europe (Say reçoit des lettres de félicitations de l'empereur de Russie, Alexandre ; du roi de Danemark, Bernadotte...). Au début des années 1830, l'autorité de Say est incontestée. Fort de cette popularité, il est promu au Collège de France dans une chaire d'économie politique. Auguste Walras prévoit que J-B Say abandonnera la chaire d'économie industrielle du Conservatoire des Arts et Métiers. La parution de son ouvrage et le succès attendu lui font espérer ce poste (lettre du 30 décembre 1830 à son père). Par ailleurs, le nom de Say apparaît cent quatre vingt fois dans le livre de 1831. Auguste Walras s'est attaché à discuter de manière rigoureuse tous les aspects de la doctrine sayienne. Les citations de J-B Say sont toutes tirées du *Traité d'économie politique* et du *Catéchisme d'économie politique*. La réédition de l'ouvrage (G. Leduc) de 1831, accompagnée de notes inédites de J-B Say², ajoute un certain intérêt dans la comparaison des vues des deux économistes. Enfin, l'analyse des différents travaux d'Auguste Walras (1831, 1849, 1863) met en évidence deux périodes distinctes. La première partie des travaux de Walras (1831-1849) insiste sur les principales erreurs de Say et se propose de dépasser la théorie de la valeur basée

² Pierre-Henri Goutte et Jean-Michel Servet (2005, p. 43) précisent qu'ils ne savent pas « dans quelles conditions le livre d'Auguste Walras est parvenu à Jean-Baptiste Say, ni comment l'ouvrage annoté est parvenu entre les mains de la famille Walras » (OEC, Auguste et Léon Walras, vol I).

sur l'utilité. La seconde partie (1849-1864) cherche à rompre avec l'héritage sayien. Il s'agit en l'occurrence de procéder au renouvellement de la théorie économique en substituant au *Traité d'économie politique* de Say, un *Nouveau Traité d'économie politique*. Une tâche qu'Auguste confiera à son fils, Léon.

Le regard croisé que nous nous proposons d'évoquer ici, s'articulera autour de deux points. Nous montrerons dans un premier temps que Auguste Walras et Jean-Baptiste Say ont tous deux cherché à appréhender l'économie politique du point de vue méthodologique. L'économie politique doit adopter une démarche scientifique, c'est la science de l'observation et du raisonnement. Elle doit être également dissociée des autres sciences. Même si Auguste Walras et J-B Say n'ont pas les mêmes objectifs et la même conception du lien entre l'économie politique et la morale, ils insistent sur le fait qu'il convient de déterminer d'une manière rigoureuse l'objet que l'économie politique se propose d'analyser et de tracer les limites de cette étude. Nous aborderons dans un second temps ce qui constitue le fondement et la matière de l'économie politique, à savoir la théorie de la richesse et de la valeur. Aux yeux d'Auguste Walras, le système économique de J-B Say contiendrait trois erreurs fondamentales : l'utilité dépasse le champ de l'analyse économique, l'utilité est le véritable fondement de la valeur ; la richesse ne se compose que de produits (elle serait entièrement le fruit de la production).

I. LA NATURE ET LES LIMITES DE L'ECONOMIE POLITIQUE

Près de trente années séparent la parution de la 1^{ère} édition du *Traité d'économie politique* de J-B Say (1803) de la publication *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur* d'Auguste Walras (1831), toutefois l'économie politique peine encore à trouver sa place dans le vaste système des connaissances humaines. J-B Say et Auguste Walras éprouvent ainsi le besoin de définir l'objet et la nature de cette science proprement dite. L'économie politique serait le fruit de l'observation et du raisonnement. Intimement liée aux autres sciences, il convient toutefois de préciser les limites naturelles de son étude.

A. Le statut des deux manuscrits

Avant d'aborder la question de l'objet et de la nature de l'économie politique, il est utile de préciser le statut des deux ouvrages évoqués ci-dessus et les objectifs que se sont fixés J-B Say et Auguste Walras. Dès les premières lignes de son *Discours préliminaire*, J-B Say (1826) entend fixer la portée de son œuvre. La rédaction du *Traité d'économie politique* ne constitue ni une vue personnelle de la société, ni une volonté d'imposer un système. J-B Say a consulté un grand nombre d'ouvrages et profité des observations de ses prédécesseurs. Son seul but est ainsi « *d'exposer comment les richesses se forment, se répandent et se détruisent : de quelle manière pouvais-je acquérir la connaissance de ces faits ? En les observant. C'est le résultat de ces observations que je donne. Tout le monde peut les refaire. Quant aux conclusions générales que j'en tire, tout le monde en est juge* » (1841, p. 38). Cette citation en dit long sur les motivations de l'auteur. Nous pourrions insister sur le comportement altruiste de J-B Say ou sur la simplicité de sa méthode « il suffit d'observer, puis d'interpréter », mais nous nous contenterons ici de comparer les propos de J-B Say à ceux d'Auguste Walras afin de cerner la position de ce dernier.

Nous avons rappelé en introduction la position institutionnelle d'Auguste Walras lors de la parution de son ouvrage de 1831. Auguste Walras attend beaucoup de cet ouvrage qui doit lui permettre d'entrer dans la communauté des économistes et de briller la chaire d'économie industrielle du Conservatoire des Arts et Métiers (c'est tout du moins ce qu'il espère à la suite de la nomination de J-B Say au Collège de France). Dans *l'Avant-propos* de « *De la Nature de la richesse et de l'origine de la valeur* » (1831), Auguste Walras rappelle que c'est en se livrant à des recherches philosophiques sur la nature et l'origine de la propriété, qu'il fût conduit sur le terrain de l'économie politique. Malgré son ignorance des doctrines économiques, il part du principe qu'il existe des *rappports intimes* entre la théorie de la propriété et la théorie de la richesse. Il suffit ainsi de chercher chez les économistes quelques principes susceptibles de conforter ses idées sur la propriété. Ses premières investigations se traduisent rapidement par un profond désappointement. Malgré la lecture d'ouvrages d'éminents économistes (J-B Say, Destutt de Tracy, Ganilh, Massias, Sismondi), Auguste Walras note qu'il est impossible « *de trouver dans l'économie politique, telle qu'elle est enseignée... une confirmation ou une réfutation quelconque de [ses] idées sur la propriété* » (1831, p. 55). Fort de ce constat, il décidera de mettre de côté l'étude de la propriété pour s'atteler à celle de l'économie politique. Les premiers résultats l'amèneront très vite à reconsidérer cette piste de travail. Si le droit naturel et l'économie politique ont pour objet, l'un le juste, l'autre l'utile ; la richesse et la propriété ont leur origine dans un même fait qui n'est autre que « *la limitation de certains biens ou la rareté de certains biens utiles* » (1831, p. 57). L'étude de la propriété et celle de la richesse doivent ainsi s'éclairer mutuellement. Reste à savoir dans quel ordre il convient de présenter les principes de ces deux sciences. Fort logiquement, Auguste Walras concède qu'il est nécessaire de commencer par décrire le phénomène de la valeur, « *la valeur seule rend la possession avantageuse, et une possession avantageuse est la seule qui puisse ou qui veuille se légitimer* » (1831, p. 58). C'est donc à l'économie politique d'éclairer le droit naturel. Mais ce n'est pas tout. Auguste Walras ajoute que la théorie de la propriété est également à refaire, elle exige même une complète « *réédification* ». Etablir la théorie de la richesse et en déduire ensuite une théorie de la propriété, tels sont les deux objectifs qu'Auguste Walras se propose d'atteindre.

Comme nous pouvons le constater, Auguste Walras ne cherche pas à publier un *Traité d'économie politique*, mais plutôt à asseoir son système économique et social (Diemer, 2006) en critiquant l'école anglaise et en dépassant l'école française. Sa vision bipartite (théorie de la richesse et théorie de la propriété) de l'économie politique (Potier, 1994) est également une manière de répondre³ à la tripartition du *Traité*, à savoir l'étude de la formation, de la distribution et de la consommation des richesses. Pendant plus près de 30 ans, le même discours sera inlassablement réitéré – *Théorie de la richesse sociale ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique* (1849) et *Esquisse d'une théorie de la richesse* (1863) – sans pour autant conforter la position de Walras dans le milieu scientifique français. Las de cette situation, c'est à son fils, Léon, qu'Auguste confiera la tâche de renouveler l'économie politique.

³ Auguste Walras considère que la théorie de la propriété de Say est incomplète (dans le chapitre XIV du *Traité*, J-B Say se refuse à chercher les vrais fondements du droit de propriété, il en laisse le soin au « *philosophe spéculateur* » 1826, p. 131) et que l'étude de la consommation ne se justifie pas.

Durant l'année 1860, Auguste invite Léon à se pencher sur la publication d'un *Traité d'économie politique*, destiné à remplacer le *Traité* de Jean-Baptiste Say. En effet, le *Traité d'économie politique* et le *Cours complet d'économie politique* ont généré une division de l'économie politique qui continue à s'imposer dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ce qui a le don d'exaspérer Auguste Walras : « *J'espère bien qu'on finira par y mordre, et qu'on renoncera à nous parler de la division introduite par J.-B. Say, de la Production, de la Distribution et de la Consommation de la richesse. Cette division a fait son temps* » (lettre du 7 janvier 1860). Auguste Walras est conscient qu'un tel travail heurtera les principaux disciples de Say (Passy, Baudrillard, Léon Say, Joseph Garnier⁴...), lesquels continuent à prêcher la parole du maître sans faire évoluer leur discipline⁵ et occupent des postes importants dans les différentes institutions françaises (cours d'économie politique au Collège de France, rédacteur du journal des économistes...). Cependant, il se déclare prêt à fournir à Léon les éléments nécessaires pour confectionner une telle œuvre (5 volumes⁶ sont pressentis). Ce travail devrait assurer une certaine notoriété à son fils « *Je pense qu'il y a urgence à ce qu'il soit publié un traité d'économie politique, destiné à devenir classique, et à remplacer le traité de J.B. Say, sur lequel nous vivons depuis un demi-siècle, et qui n'a été suivi que de pâles imitations. Tu sais que j'ai une bonne partie des éléments nécessaires pour confectionner ce traité. Si tu pouvais passer avec moi cinq ou six semaines, je te dicterais un plan de l'ouvrage, et je te donnerais les matériaux nécessaires pour remplir le cadre que nous aurions esquissé ensemble. De retour à Paris, tu t'occuperais à ton aise de la rédaction de ce traité, que tu publierais volume par volume. Ce travail te poserait infailliblement au nombre des économistes les plus compétents et les plus experts au nombre des économistes les plus compétents et les plus experts* » (lettre du 4 décembre 1860). Léon semble peu enthousiaste à l'idée d'un tel travail, « *Je vois que tu recules encore devant cet important travail ; mais j'espère bien que tu ne recules que pour mieux sauter* » (lettre du 16 décembre 1860) et Auguste n'a de cesse de l'encourager.

Une lueur d'espoir apparaîtra lorsque Léon informera son père qu'il s'est mis en relation avec Du Mesnil-Marigny. Les deux hommes réfléchissent à la rédaction d'un ouvrage sur l'application des mathématiques à l'économie politique⁷. Son enthousiasme semble être assez communicatif puisque Auguste s'empresse de

⁴ « *Joseph Garnier est un adversaire plus habile et plus dangereux. Il me fait l'effet d'être animé contre toi d'une profonde jalousie. Il lui en coûte d'abandonner l'économie politique de Blanqui et de J.-B. Say, dont il a été nourri, et à laquelle il n'a pas su ajouter un iota* » (lettre 160 du 17 novembre 1860)

⁵ « *Depuis J.-B. Say, il ne s'est produit, en France, aucun économiste de renom qui ait montré quelque originalité, quelque étendue d'esprit. Blanqui et Garnier ont sucé J.-B. Say jusqu'à la moelle des os, et ils se sont bien gardés de corriger et de perfectionner sa doctrine. M. Rossi nous a distillé la métaphysique de Ricardo. Bastiat a voulu faire du neuf ; mais il n'a réussi qu'à se jeter dans une impasse* » (lettre du 7 avril 1864).

⁶ Le plan inédit de ce *Traité d'économie politique* a été retrouvé par Léon Walras et archivé au centre Walras-Pareto de Lausanne (FW, bloc X, A5, carton 48). Livre 1^{er} : De la richesse en général et de la richesse sociale, en particulier ; de la valeur d'échange, de sa nature et de son origine. Livre 2 : Du prix vénal, de la mesure de la valeur et de la monnaie. Livre 3 : Des capitaux et des revenus ; de la production et des différentes espèces de production. Livre 4 : Des richesses sociales naturelles ou de la terre et du travail de l'homme. Livre 5 : De la richesse publique et de la richesse privée.

⁷ Léon Walras a fait connaissance de Jules Du Mesnil-Marigny (membre de la Société d'économie politique et polytechnicien) lors du Congrès de Lausanne. Après de nombreux contacts (lettres du 9 mai 1861, du 15 mars 1862 ; Jaffée, 1965), Léon Walras lui proposera un programme de travail pour la rédaction d'un futur *Traité complet d'économie politique et sociale*.

commenter cette association. Il considère les deux hommes comme d'habiles mathématiciens, qui ne se chercheront pas querelle sur ce terrain (lettre du 6 juillet 1861 adressée à Du Mesnil-Marigny). Il met toutefois en garde Léon contre un excès de formalisation, les mathématiques « *ne constituent pas la science maîtresse. La reine des sciences..., c'est la métaphysique* » (lettre du 18 mai 1861). Près de 18 mois s'écouleront entre le moment où Auguste incite Léon à se lancer dans la rédaction d'un *Traité d'économie politique* et celui où Léon précise ce programme à Jules du Mesnil-Marigny (lettre du 23 décembre 1862). L'ouvrage est décomposé en quatre tomes : tome I – Théorie de la richesse sociale (Economie politique pure) ; tome II – De la production, de la circulation et de la consommation de la richesse sociale (Economie politique appliquée) ; tome III – De la propriété et de l'impôt (économie sociale) et le tome IV – Histoire des idées et des théories économiques sociales. Ce projet, comme nous l'apprendra Auguste Walras, ne verra jamais le jour : « *Nous avons bien été contrariés, mon cher Léon, de l'échec que tu as éprouvé, au 1^{er} janvier ; mais nous n'en sommes pas moins satisfaits du bon esprit que tu as manifesté en cette mésaventure* » (lettre du 3 février 1863). Au cours de l'année 1863, Auguste Walras tiendra une occasion inespérée d'asseoir ses idées et sa conception de l'économie politique. Il reçoit en effet l'autorisation du Ministre de l'instruction publique, de faire, à Pau, un cours public sur les principes fondamentaux de l'économie politique. Afin de légitimer sa théorie de la valeur échangeable, Auguste Walras se doit d'exposer clairement et précisément les erreurs commises par J-B Say. Il souhaitera, à maintes reprises (lettres du 19 mars 1863, du 14 décembre 1863, du 25 février 1864), consulter les trois volumes de la 5^{ème} édition du *Cours d'économie politique* qu'il a annotés. Peine perdue, ces ouvrages, qui ont été prêtés à Léon, ne lui seront jamais envoyés : « *Maintenant, mon cher Léon, si tu as le loisir de fouiller un peu dans mes livres, en faisant ta malle, tâche de me trouver et de m'apporter les 3 volumes du cours de J. B. Say, et le bouquin dont je t'ai déjà parlé de l'abbé Para du Faujas Je serai bien aise d'avoir ces 4 volumes* » (lettre du 4 août 1864).

Ce petit rappel historique et contextuel n'était pas inutile étant donné que l'on souhaitait poser les bases d'une étude croisée entre deux auteurs. Il nous incombe maintenant de présenter leur conception de l'économie politique, en précisant la nature et les limites de cette science.

B. L'économie politique, science de l'observation et du raisonnement

J-B Say (1826) comme Auguste Walras (1831, 1832), ont cherché à déterminer d'une manière rigoureuse l'objet et les limites de l'économie politique : « *Une science ne fait de véritables progrès que lorsqu'on est parvenu à bien déterminer le champ où peuvent s'étendre ses recherches et l'objet qu'elles doivent se proposer ; autrement on saisit çà et là un petit nombre de vérités sans en connaître la liaison, et beaucoup d'erreurs sans en pouvoir découvrir la fausseté* » (J-B Say, 1841, *Traité*, p. 1 ; Walras, 1832, *Cours d'Evreux*, p. 86). Tous deux ont souhaité établir la science sur les faits. Dans cette quête de la vérité, il faut tout d'abord établir les rapports entre les phénomènes observés, puis apporter l'indispensable instrument de mesure et d'analyse qu'est le raisonnement.

J-B Say a exposé sa méthode dans une lettre datée du 14 mai 1825 et adressée à Thomas Tooke, « *Toutes vos observations sont fondées sur des faits et toutes sont applicables aux besoins de la société. Cette philosophie pratique est bien supérieure à la*

métaphysique obscure à laquelle plusieurs de vos compatriotes [Ricardo et Mc Culloch] voudraient réduire les questions économiques. En fondant leurs arguments sur des principes abstraits plutôt que sur des faits observés, ils arrivent à des conséquences tout à fait différentes des résultats de l'expérience. Rien n'est plus propre à discréditer l'économie politique que de faire croire qu'elle n'est bonne qu'à faire naître des discussions ennuyeuses d'où il ne résulte que des indications fausses » (1848, p. 526). Il ne suffit pas d'un seul fait pour constituer un principe ou une loi, il faut également une méthode. Depuis Bacon, la méthode expérimentale – employée notamment par Isaac Newton en physique et Adam Smith en économie politique – a engendré des progrès importants. Elle consiste essentiellement « à n'admettre comme vrais que les faits dont l'observation et l'expérience ont démontré la réalité, et comme des vérités constantes que les conclusions qu'on peut en tirer naturellement ; ce qui exclut totalement ces préjugés, ces autorités qui, en science comme en morale, en littérature comme en administration, viennent s'interposer entre l'homme et la vérité » (1841, p. 3). J-B Say précise qu'il existe deux ordres de faits (les uns désignent les choses qui existent, les autres les choses qui arrivent), et delà naissent deux genres de sciences : les sciences descriptives qui cherchent à nommer et à classer les choses (botanique, histoire naturelle); les sciences expérimentales qui s'attachent à comprendre les actions réciproques que les choses exercent les unes sur les autres (physique, chimie). Fort de ce constat, J-B Say place l'économie politique dans les sciences expérimentales. Les phénomènes qu'elle cherche à expliquer – selon les relations de cause à effet⁸ – sont des faits généraux et constants, mais également des faits particuliers⁹ (ceci ne remet pas en cause la force des lois générales, le fait particulier peut être le reflet de plusieurs lois) : « Qu'est ce que donc la théorie, sinon la connaissance des lois qui lient les effets aux causes, c'est-à-dire des faits aux faits ? » (1841, p. 9).

J-B Say empruntera souvent des exemples pris dans les sciences¹⁰ - physiologie et physique - afin de saisir la complexité et la relativité des phénomènes économiques. L'économie politique, comme la physique, s'appuie sur une démarche scientifique. Par l'observation des faits (généraux ou particuliers), l'économiste parvient à découvrir toutes les lois qui régissent les richesses : « L'économie politique n'est devenue une science qu'en devenant une science d'observation » (Say, 1841, p.27). Aux yeux de Say, Adam Smith a été le premier à appliquer une démarche scientifique à l'économie politique. Son ouvrage ne serait qu'une suite de démonstrations « qui ont élevé plusieurs propositions au rang de principes incontestables » (1841, p. 30). Say relève cependant une série de points sur lesquels Adam Smith se serait trompé. En attribuant au seul travail de l'homme, le pouvoir de produire des valeurs, Smith a exagéré l'influence de la division du travail (critique formulée par Destutt de Tracy,

⁸ La relation de cause à effet, chère à David Hume, est centrale dans la démarche scientifique de J-B Say : « Une science est d'autant plus complète relativement à un certain ordre de faits, que nous réussissons mieux à constater le lien qui les unit, à rattacher les effets à leurs véritables causes » (Cours complet d'économie politique, 1840, p. 5).

⁹ Etant donné que cette distinction entre faits généraux et faits particuliers ne figurent pas dans les autres textes de J-B Say et qu'elle a été de moins en moins utilisée au fil des éditions successives du *Traité*, Jean Magnan de Bornier et Gilbert Tosi (2003, p. 21) ont limité leur étude aux faits généraux.

¹⁰ J-B Say se tenait au courant des publications scientifiques de son temps (Liesse, 1901). Il a ainsi tenu une longue correspondance avec Candolle (célèbre botaniste de Genève), il était également l'ami et le voisin de Clément-Desormes (titulaire de la Chaire de chimie au Conservatoire des Arts et Métiers).

1823). Il aurait également borné le domaine de cette science en réservant exclusivement le nom de richesses aux valeurs fixées dans des substances matérielles. Enfin, Smith n'a pas évoqué la manière dont les richesses se distribuent, ce qui amène Say à constater que cette partie de l'économie politique offre un champ presque neuf à défricher.

Cette conception de l'économie politique est largement partagée par A. Walras. La science « se présente toujours à nous comme un vaste et unique ensemble de faits et de rapports qui la constituent dans son intégralité ; et ce n'est que par ce moyen qu'elle peut s'accommoder à l'unité de la matière sur laquelle elle s'exerce, et à l'unité du fond sur lequel elle se dessine » (1832, p. 72). L'économie politique constate des faits généraux, constants et universels. La quête de la vérité passe par l'observation et le raisonnement. Dans son *Cours d'Evreux* (1832-1835), Auguste Walras précisera ce qu'il entend par démarche scientifique. Si l'observation constitue le point de départ de la science, ce n'est qu'un moyen et non un objectif en soi : « Lorsque Bacon a préconisé l'observation, il ne l'a donné que comme une méthode ; mais jamais ni l'auteur du *Novum Organum* ni ceux qui l'ont compris n'ont prétendu que l'observation fût la science même » (1832, p. 101). L'observation est la condition indispensable mais elle n'en est pas le principe. Le principe, c'est la raison. Ainsi les faits sans le raisonnement ne seraient rien. Si l'économie politique a quelque rapport avec les sciences naturelles, ceci ne fait que confirmer une réflexion de Bacon, *toutes les sciences sont les rameaux d'une même tige*¹¹. Les sciences sont ainsi les unes par rapport aux autres, dans une dépendance mutuelle. Leurs progrès doivent s'opérer d'une manière collective et simultanée : « Il est impossible qu'une science marche, sans que toutes les autres marchent en même temps ; il est impossible qu'une science reste stationnaire, sans que les autres s'arrêtent du même coup » (1832, p. 73). Chaque branche de nos connaissances est ainsi intéressée d'une manière plus ou moins directe et plus ou moins évidente à la prospérité et à l'avancement de toutes les autres. Cela étant dit, Auguste Walras comme Jean Baptiste Say, s'empresseront de délimiter le champ de l'économie politique.

C. L'économie politique et les autres sciences

En ces temps où le pouvoir politique affiche une certaine méfiance vis-à-vis de l'économie politique, où les savants tentent de synthétiser l'ensemble des connaissances humaines (Condorcet, 1797), J-B Say et Auguste Walras vont chercher à légitimer leur science. Deux convictions, intimement liées, verront le jour. Si les principes associés à chaque branche de la connaissance humaine se propagent irrémédiablement dans toutes les autres branches, il est nécessaire d'inscrire l'économie politique dans l'Histoire des Sciences en concevant un arbre encyclopédique (Diderot et d'Alembert) ou un tableau des connaissances humaines¹² (ceci fera l'objet de la 3^{ème} leçon du *Cours d'Evreux*, 1832). Si les sciences sont interdépendantes, il faut préciser les limites naturelles de toutes les branches de la

¹¹ Pierre-Henri Goutte et Jean-Michel Servet (2005, p. 882) rappellent qu'il s'agit d'une traduction libre du premier chapitre du livre III de l'ouvrage de Francis Bacon *De Dignitate et Augmentis Scientiarum* dont Auguste Walras possédait un exemplaire.

¹² Dans une lettre du 6 juin 1859, Auguste Walras incitera son fils Léon à lire l'ouvrage d'Ampère « Essai sur la philosophie des sciences » (Diemer, 2005).

connaissance. L'économie politique s'occupe précisément de l'étude de la richesse, c'est sur cette base qu'il convient de la distinguer des autres sciences.

J-B Say rappelle que l'on a longtemps confondu *la Politique*, science de l'organisation des sociétés avec *l'Economie politique*, qui enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés. Ce n'est que depuis les travaux d'Adam Smith que l'on distingue précisément ces deux notions. Par ailleurs, l'économie politique étant la science des richesses, elle ne considère l'agriculture, le commerce et les arts que sous l'angle de l'accroissement ou de la diminution des richesses. Il n'existerait donc pas de rupture entre la science et l'art. L'agriculteur, le manufacturier et le commerçant doivent s'instruire et prendre connaissance des progrès de l'économie politique, ils pourront ainsi y joindre l'étude des procédés de leur art. De la même manière, J-B Say précise que la distinction entre théorie et pratique n'est pas fondée. La pratique sans la théorie, n'est « *qu'un empirisme dangereux, par lequel on applique les mêmes méthodes à des cas opposés qu'on croît semblables* » (1841, p. 27).

De sa distinction entre science expérimentale et science descriptive, J-B Say est amené à dissocier l'économie politique de la statistique, à contester l'intérêt de l'arithmétique politique et des mathématiques et à rejeter la méthode de Ricardo basée sur l'abstraction. L'économie politique est fondée sur des faits généraux et constants. Elle parvient à découvrir toutes les lois qui régissent les richesses. La statistique ne fait apparaître que des faits passés, incomplets et incertains. Elle n'indique ni l'origine, ni les conséquences des faits, elle se contente d'en établir une description détaillée (l'arithmétique politique ne serait qu'un rapprochement de plusieurs données de statistique). J-B Say ira jusqu'à contester l'autorité des savants qui ont associé la démarche scientifique aux mathématiques¹³ : « *Ce serait vainement qu'on s'imaginerait donner plus de précision et une marche plus sûre à cette science, en appliquant les mathématiques à la solution de ses problèmes* » (1841, p. 14). S'appuyant sur l'observation, telle qu'elle est préconisée par les sciences naturelles, ces savants ont été amenés à conclure qu'il n'y avait pas de faits constants universels dans les sciences morales et politiques, juste un corps d'opinions hypothétiques. J-B Say réfute ce type d'argumentation en s'appuyant sur les autorités de Cabanis (description des révolutions de la médecine) et d'Alembert (analyse de la vitesse du sang et son action sur les vaisseaux). L'économie politique, en tant que science expérimentale, s'attache aux faits essentiels et véritablement influents. Comme les sciences exactes, elle repose sur un petit nombre de lois (principes), de corollaires et de déductions, basés sur l'observation. Cette démarche empirique s'oppose à la méthode suivie par Ricardo (argumentations reposant sur l'abstraction). J-B Say lui reproche¹⁴ « *d'accorder trop d'importance à la déduction rationnelle et d'ignorer trop souvent la complexité des phénomènes sociaux* » (Legris, Ragni, 2003, p. 50). L'économie politique ne doit pas devenir une science déductive, elle ne doit pas partir de

¹³ Pour Georges Tapinos (1972, p. x), l'opposition ne serait qu'apparente : si J-B Say rejette toute formalisation algébrique, ce serait surtout par « *ignorance des mathématiques* ».

¹⁴ « *Peut-être est-on fondé à reprocher à David Ricardo de raisonner quelquefois sur des principes abstraits auxquels il donne trop de généralité. Une fois placé dans une hypothèse qu'on ne peut attaquer, parce qu'elle est fondée sur des observations non contestées, il pousse ses raisonnements jusqu'à leurs dernières conséquences, sans comparer leurs résultats avec ceux de l'expérience* » (1841, p. 40).

prémises et montrer ce qui va nécessairement arriver. Elle doit rester une science morale¹⁵ (le principe d'utilité joue ici un rôle prépondérant), rendre compte de la complexité des phénomènes économiques et montrer comment ce qui arrive réellement est la conséquence d'un fait réel.

Dès les premières lignes de son *Discours* prononcé le 9 décembre 1832, à l'ouverture de son Cours d'économie politique professé à Evreux, Auguste Walras cherchera à dissocier l'économie politique de la politique. Il adoptera toutefois une conception qui s'oppose radicalement à celle de J-B Say. Alors que ce dernier plaçait l'économie politique dans le champ des sciences morales et politiques, Auguste Walras entend sortir l'économie politique de la Morale. La Morale est « *la science des forces libres* » (1832, p. 77). C'est elle qui s'attache à analyser, décrire et apprécier un fait qui ne se rencontre que dans l'homme¹⁶, la liberté : « *« La liberté humaine, voilà le phénomène que la morale étudie sous toutes ses formes, dans tous ses résultats, dans son principe et dans ses applications... La liberté est un fait tout humain, un fait de ce monde intérieur que nous appelons la conscience »* (1832, p. 94). Il s'ensuit que l'homme sera toujours la source du droit et du devoir, qu'il figurera toujours dans les rapports moraux. La politique ne serait donc qu'une conséquence de la liberté. Elle peut être qualifiée à la fois de science morale, de science de la société ou de théorie du droit et du devoir entre les citoyens. Le Droit naturel constitue une branche de la Morale, il a pour mission « *de protéger le maintien du bon ordre entre les hommes et entre les nations, c'est-à-dire de veiller sur l'honneur, la vie, la propriété des individus et des peuples* » (1832, p. 79).

L'économie politique est la science de la richesse. Si la richesse est liée à l'homme, le fait d'être riche n'a pas le moindre caractère moral. L'économie politique ne s'occupe donc pas de faits volontaires, elle décrit des faits extérieurs à l'homme, des lois absolues et nécessaires : « *« Les droits et les devoirs, les droits et les devoirs politiques comme les droits et les devoirs individuels sont des faits du monde intérieur, des faits qui s'accomplissent dans l'intimité de la conscience et dans les profondeurs de la personnalité, tandis que la richesse est un fait extérieur, qui ne tient pas à l'essence de l'homme et qui ne fait que s'y rapporter »* (1832, p. 88). La connaissance de ces faits exercera cependant une influence sur l'activité humaine et son principe, la liberté. Par ailleurs, Auguste Walras considère que la propriété (relative au Droit naturel) et la valeur (relative à l'économie politique) s'attachent aux mêmes objets : les biens qui constituent notre patrimoine, sont les mêmes biens que ceux qui constituent notre richesse. Le droit de propriété doit ainsi emprunter les lumières de l'Economie politique¹⁷. Cette dernière exercerait une influence salutaire sur le Droit naturel, la Morale et la Politique. Pour convaincre son auditoire, Auguste Walras invoquera l'autorité de J-B Say : « *L'économie politique peut seule faire connaître les vrais rapports qui lient les hommes en*

¹⁵ « *Les sciences morales et politiques offrent des vérités tout aussi incontestables [que les sciences physiques], quoique d'une démonstration plus difficile ; et parmi ces sciences, l'économie politique est peut être celle ou l'on est parvenu à établir le plus de principes qui ont le principe de la certitude* » (1841, p. 41).

¹⁶ L'homme est une force libre : « *la liberté fait de l'homme un être moral, et voilà pourquoi la science de la liberté s'appelle la morale. Grâce à la liberté, les actions de l'homme lui sont imputables. Dès lors, il en est responsable ; il mérite ou il démérite ; il est susceptible de vice ou de vertu* » (1832, p. 91).

¹⁷ « *Il faut nécessairement que l'homme s'éclaire, et qu'il s'éclaire sur bien des points, pour connaître ce qu'il doit sagement vouloir pour lui-même* » (1832, p. 78).

société, si elle discrédite les mauvaises institutions, elle prête une nouvelle force aux bonnes lois, à une bonne jurisprudence. Elle assoit les droits de la propriété sur ses vrais fondements ; elle y rattache celle des talents, celle des clientèles, celle des inventions nouvelles. Elle fait connaître les principes du droit dans les questions qui font naître l'intérêt des capitaux, le revenu des terres, les manufactures et le commerce. Elle montre dans quels cas, les conditions des marchés sont légitimes, c'est-à-dire dans quels cas les conditions des marchés sont le prix d'une concession réelle, ou ne sont le prix de rien » (cité par A. Walras, 1832, p. 82).

L'économie politique étant dissociée de la Morale, Auguste Walras peut dès lors l'opposer à la statistique et l'introduire dans les sciences exactes grâce à l'utilisation des mathématiques. Puisque l'économie politique étudie des faits généraux, absolus et invariables, elle se trouve intimement liée aux sciences naturelles. L'économie politique peut se contenter d'étudier un fait unique, la richesse ou la valeur échangeable. Toutes ses propositions ne sont alors « *que les déductions rigoureuses d'un même principe, la limitation dans la quantité de certaines choses utiles* » (1832, p. 99). La statistique n'est pas autre chose « *qu'un recensement des forces sociales pour une époque et pour un lieu donné. C'est un tableau de tout ce que la société possède, produit ou consomme dans un certain pays et dans un certain temps* » (1832, p. 95). Elle recueille des faits partiels, multiples, indépendants et progressifs. Ces faits sont associés à l'histoire et au développement de l'humanité. La statistique ne cherche ni à analyser, ni à décrire un fait général. Elle ne s'occupe point de la recherche et de l'appréciation des principes. Ce n'est pas une théorie, « *juste un pot pourri de connaissances mortes et infécondes, tant que l'esprit de vie n'a pas soufflé sur elles* » (2005, p. 96).

Si Auguste Walras ressent le besoin d'isoler l'économie politique de la statistique, il se montre plus conciliant que J-B Say à propos des mathématiques. Auguste Walras ne les rejette pas. Il considère même que l'économie politique est une science mathématique (Diemer, Lallement, 2004). La richesse étant un fait général et une grandeur appréciable, l'économie politique relèverait de l'arithmétique : « *il est aisé de voir que la richesse, comme toutes les autres grandeurs appréciables, se soumet aux lois qui régissent les nombres. On compare des valeurs, comme on compare des lignes, des angles, des surfaces... et ce sont les mêmes principes qui gouvernent toutes ces comparaisons* » (1831, p. 270). Par ailleurs, la valeur d'échange et la rareté tendraient à pousser l'économie politique vers les sciences exactes. La valeur d'échange constitue une richesse relative, essentiellement variable. C'est une grandeur que l'on peut mesurer de manière exacte et rigoureuse, qui peut être soumise au calcul. La rareté est quant à elle un rapport quantitatif « *qui existe entre la somme des biens limités et la somme des besoins qui en réclament la jouissance* » (1831, p. 267). Pour que ce rapport soit possible, il faut que les deux termes soient des grandeurs appréciables (en d'autres termes, limitées). Auguste Walras accueillera avec faveur (du moins quant à la méthode) les recherches de Cournot sur les *Principes mathématiques de la théorie des richesses* (1838) et encouragera même les premières tentatives de Léon Walras en vue d'élaborer une économie mathématique : « *J'ai essayé, dans ma théorie de la richesse, de distinguer très nettement l'utilité de la valeur échangeable. Je crois y avoir réussi. J'ai insisté sur ce point de vue que la valeur est une grandeur appréciable, comme la longueur, comme la pesanteur, comme la vitesse. Je n'ai donc pas repoussé les mathématiques du domaine de la richesse sociale. Au contraire, j'ai fait un appel sincère et motivé de leur intervention* » (lettre du 18 mai 1861, OEC, vol III, 2005). Dans son *Cours* professé à l'Athénée en 1836 et 1837,

Auguste Walras établira même une distinction entre les mathématiques pures et les mathématiques appliquées. Les mathématiques pures s'appliquent aux nombres, à l'étendue, considérés d'une manière abstraite et générale. Les mathématiques appliquées concernent tout ce qui peut être soumis au calcul ou la mesure, Auguste Walras les associe à la mécanique, l'optique, l'acoustique, la pesanteur. Il conclut que « *toutes les fois qu'un fait peut se prêter à des considérations de nombre ou de figure, il devient l'objet des mathématiques appliquées* », encore faut-il pouvoir établir une équation entre les quantités connues et les quantités inconnues, en d'autres termes, revenir à des phénomènes observables ! La théorie mathématique de l'économie politique suppose en effet un certain nombre de constatations positives et descriptives¹⁸.

II. L'OBJET DE L'ECONOMIE POLITIQUE

Si la question méthodologique nous a permis de cerner la nature et les limites de l'économie politique, elle s'avère insuffisante lorsqu'il s'agit de comparer deux thèses en présence. L'objet de l'économie politique va constituer le terrain privilégié de cette comparaison. Pour imposer sa conception de la valeur rareté, Auguste Walras doit nécessairement revenir sur trois notions importantes, la richesse, la valeur et l'utilité.

L'objet de l'économie politique renvoie à deux faits : la nature et l'origine de la richesse. La théorie de la richesse et de la valeur constitueraient ainsi le fondement et la matière d'un véritable Traité d'économie politique : « *Le nom d'Economie politique est celui dont on se sert, le plus communément, pour désigner une série de connaissances très utiles et très importantes, qui se rapportent en général, à la nature de la richesse, à sa production, à sa consommation et à sa diffusion dans la société* » (1831, p. 67). Tous les économistes ont décrit les phénomènes qui président à la formation, la distribution et la consommation de la richesse, sans pour autant parvenir à fonder une véritable science de la richesse. Auguste Walras note qu'il est difficile de s'élever jusqu'aux idées abstraites, d'isoler la vérité, d'en déduire des principes. Néanmoins, c'est dans cette direction qu'il convient de s'engager. Le premier effort de toute étude scientifique consiste à définir l'objet auquel elle s'applique. Auguste Walras entend donc répondre à la question suivante : *qu'est ce que la richesse ?* Se plaçant sous l'autorité de J-B Say, il note que selon l'usage ordinaire, « *on n'appelle riches que les personnes qui possèdent beaucoup [de biens qui ont une valeur qui leur est propre, et qui sont devenus la propriété exclusive de leurs possesseurs] ; mais lorsqu'il s'agit d'étudier comment les richesses se forment, se distribuent et se consomment, on nomme*

¹⁸ Auguste Walras apportera ainsi quelques réserves à l'emploi des mathématiques en économie politique. La démarche scientifique repose avant tout sur l'observation minutieuse et rigoureuse des faits. Ce n'est qu'à partir de cette observation qu'il sera possible d'élaborer d'une science mathématique étudiant des rapports entre des nombres : « *En élevant l'Economie politique au rang des sciences exactes, on ne promet pas aux Economistes plus de loisir. Et les questions qui peuvent se résoudre par des chiffres ne perdent rien en importance et en difficulté. Elles laissent assez de place à l'observation et à la sagacité de ceux qui les abordent. Car la difficulté n'est pas savoir que six et six font douze ; elle consiste ici, comme partout ailleurs, à reconnaître et à constater l'existence de six objets, d'une part, et de six objets, d'autre part, qui forment, par leur réunion, douze objets de même nature. L'application des mathématiques aux différentes branches de la science naturelle, présuppose toujours des faits antérieurement connus qui ne peuvent être saisis et recueillis que par l'observation. Ainsi en est-il du phénomène de la rareté* » (1831, p. 271).

également des richesses les choses qui méritent ce nom ; soit qu'il y en ait beaucoup ou peu ; de même qu'un grain de blé est du blé, aussi bien qu'un sac rempli de cette denrée » (1826, chap I, p. 2). La richesse est donc une affaire de grandeur. Elle se traduit dans le langage scientifique par tout ce qui est susceptible de plus ou de moins. Elle s'applique à tous les objets qui peuvent être augmentés ou diminués. Auguste Walras précise que la possession d'argent constitue une richesse, toutefois, la richesse ne se réduit pas à une plus ou grande quantité d'argent. La richesse réside dans le fait de posséder un objet qui en vaut un autre : être riche, c'est posséder une valeur. Le phénomène de l'échange¹⁹ et des avantages mutuels²⁰ conduirait ainsi à analyser la valeur.

La valeur est « *cette qualité par laquelle un objet en représente un autre d'une nature différente, et par laquelle il peut le remplacer, sous le rapport de la richesse, c'est à dire procurer à son possesseur une égale somme d'avantages, quoique d'un genre différent* » (1831, p. 79). L'idée de valeur repose sur deux postulats : une comparaison entre deux objets qui ne sont pas de même nature, mais qui sont toujours égaux ; l'existence d'un fait particulier, l'échange. C'est en effet par sa faculté d'être échangé qu'un objet prouve sa plus ou moins grande valeur. **La théorie de la richesse serait ainsi une science de la valeur échangeable.** Auguste Walras précise que l'idée d'échange implique celle de la propriété. Ce n'est qu'entre propriétaires que l'échange s'opère. Or la propriété suppose un fait, encore mal connu des économistes, c'est la limitation de tous les objets que l'on peut s'approprier et s'échanger. Les objets qui forment des propriétés et qui ont une valeur d'échange, sont naturellement bornés dans leur quantité : « *Qui dit propriété dit exclusion, et l'exclusion se fonde sur la limitation des choses propres. Qui dit échange dit sacrifice, et le sacrifice ne se motive que par la difficulté qu'on éprouve à se procurer autrement l'objet que l'on désire ou dont on a besoin* » (ibid). Si la limitation dans la quantité se révèle être une hypothèse robuste (observable dans les faits) – ce que ne doute pas Auguste Walras – il est possible d'aborder la question de l'origine de la valeur, et par la même occasion, de l'objet de l'économie politique. Auguste Walras revient ici sur deux opinions accréditées en ce début de XIXe siècle. L'une, d'inspiration anglaise (Smith, Ricardo, Mc Culloch) place l'origine de la valeur dans la quantité de travail et les frais de production ; l'autre d'inspiration française (Condillac, Say, Rossi...) insiste sur l'utilité.

Si Auguste Walras condamne énergiquement les conceptions de l'école anglaise, il est plus conciliant lorsqu'il s'agit de discuter les thèses défendues par Jean-Baptiste Say : « *Je regarde comme un progrès, en économie politique, la publication de la doctrine de Say* » (1831, p. 208). Adam Smith ne s'est occupé que de la mesure de la valeur. C'est pourquoi il considère que la valeur des produits vient du sacrifice de temps et de peine, ou pour être plus précis, du travail qu'il faut dépenser pour réaliser ces produits. Jean-Baptiste Say a voulu revenir sur l'origine de la valeur. En se posant cette question, il a indiqué la marche à suivre pour faire de l'économie politique, une

¹⁹ « *Du moment que d'autres personnes consentent à donner en échange... d'autres choses pourvues de valeur de ce côté, la quantité de ces dernières que l'on consent à donner est la mesure de la valeur de la première ; car on consent à en donner d'autant plus, que celle-ci vaut davantage* » (Say, 1826, chap 1, p. 2)

²⁰ « *Ce qui fait donc que toutes ces personnes sont riches, c'est que chacune d'elles possède une certaine somme d'avantages qui est égale, en tout ou en partie, à la somme d'avantages possédée par chacune des autres* » (Walras, 1831, p. 76).

science à part entière. Trois erreurs fondamentales se seraient toutefois glissées dans son système économique : 1° l'utilité ne se limite pas au champ de l'analyse économique ; 2° l'utilité est le véritable fondement de la valeur ; 3° La richesse ne se compose que de produits.

A. L'utilité doit se limiter au champ de l'analyse économique

Dans son *Traité d'économie politique* (1826), J-B Say nomme utilité, « la faculté qu'ont certaines choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des hommes » (1826, p. 51). L'utilité des choses est ainsi le premier fondement de la valeur et donc de la richesse. Si Auguste Walras semble accepter une telle approche, il ne manquera pas de critiquer la vision extensive de l'utilité que propose Say dans son *Epitomé des principes fondamentaux de l'économie politique*²¹. « L'utilité, dit M. Say, c'est en économie politique, la faculté qu'ont les choses de pouvoir servir à l'homme, de quelque manière que ce soit. La chose la plus inutile, et même la plus incommode, comme un manteau de cour, a ce qu'on appelle ici, son utilité, si l'usage dont elle est, quel qu'il soit, suffit pour qu'on y attache un prix » (cité par Walras, 1831, p. 82). Contrairement à J-B Say qui s'attache à montrer que l'utilité économique – au sens large – ne s'oppose pas à la morale²² (elle tendrait même à l'englober, à l'évaluer), Auguste Walras limite le champ d'application de l'utilité à l'analyse économique et s'interdit de l'employer dans l'appréciation du juste, du bien... Peu importe que le besoin soit physique ou moral, le caractère essentiel et fondamental de l'utilité, c'est qu'elle consiste à satisfaire un besoin ou à procurer une jouissance. Par cette précision, Auguste Walras entend ainsi protester contre toutes les restrictions arbitraires imposées au mot utilité. L'utilité est un fait général et il n'est pas possible de lui assigner de bornes. Auguste Walras n'attache ainsi aucune importance à la distinction établie par Say entre utilité matérielle et utilité immatérielle²³, « les utilités matérielles ne sont pas plus essentiellement durables que les utilités immatérielles, et celles-ci ne sont pas plus essentiellement éphémères que les autres » (1831, p. 90). Il considère même que le principe de la division entre produits matériels et produits immatériels²⁴ est plus ingénieuse que rigoureuse. La durée²⁵ ne dépend pas toujours de la nature du produit, elle dépend le plus souvent de l'usage qu'on en fait, du service qu'on en tire. Enfin, il précise que les diverses tentatives visant à établir une liste des différents degrés d'utilité (le nécessaire, l'agréable, le

²¹ Ce glossaire figure à la fin du *Traité d'économie politique*.

²² Emmanuel Blanc (2003) considère à cet égard que la thèse de Say est « proche des thèses utilitaristes ».

²³ Il s'agit d'un héritage smithien de la décomposition entre travail productif et travail improductif.

²⁴ Au-delà de la distinction produits matériels et produits immatériels, Auguste Walras y voit une confusion entre les produits immatériels et les revenus (critique à laquelle J-B Say opposera la confusion des fonds et des produits des fonds). Sans aborder précisément la question de la nature et de l'origine des revenus, Auguste Walras précise que ce sont les revenus qui se consomment au fur et à mesure de leur production. Ils ne survivent pas au premier service qu'ils rendent. Au contraire, les capitaux durent et se maintiennent pendant un certain temps. Ils peuvent rendre plusieurs fois le même service. En fonction de l'usage que les hommes en font, il y a donc des choses utiles qui sont des capitaux et d'autres qui sont des revenus. Ces deux conditions se rencontrent à la fois dans les produits matériels et les produits immatériels. Dès lors, « la différence entre le capital et le revenu est la seule qui puisse obtenir de l'importance, et qui mérite de fixer l'attention de l'économiste » (1831, p. 89).

²⁵ J-B Say considère que les produits matériels sont susceptibles de durer et de se conserver pendant un certain temps, tandis que les produits immatériels sont soit consommés aussitôt que produits, soit consommés au moment même de leur production.

superflu...), et notamment la nomenclature de Massias (ce dernier distingue les valeurs de première nécessité, les valeurs d'agrément, les valeurs de luxe et les valeurs de fantaisie ou de caprice), ne relèveraient pas d'une démarche scientifique. En ne considérant dans un objet que son utilité, on éviterait bien des erreurs et c'est ainsi qu'il conviendrait de procéder en économie politique.

B. La valeur ne vient pas de l'utilité mais de la rareté

Cette deuxième critique est la plus importante. Elle renvoie à la théorie walrassienne de la valeur rareté (Diemer, 2005). La critique d'Auguste Walras intervient à deux niveaux. Auguste Walras note tout d'abord que si la valeur vient de l'utilité, l'économie politique devient la science de l'utilité. La distinction formulée par Adam Smith entre valeur d'utilité et valeur d'usage n'aurait donc plus aucun intérêt. Or cette distinction est fondamentale, elle permet d'établir une différence entre l'utilité et la valeur d'échange. Il précise ensuite que si la valeur vient de l'utilité, il faudrait 1° que, partout où il y a de l'utilité, il y ait aussi de la valeur échangeable ; 2° que la valeur échangeable soit proportionnée à l'utilité. Or, ces deux circonstances ne sont pas corroborées par les faits. L'air et la lumière du soleil sont très utiles, pourtant ils n'ont ni valeur, ni prix. J-B Say a cru résoudre ce paradoxe en établissant une distinction entre les richesses naturelles et les richesses sociales. Les richesses naturelles n'entreraient pas dans la sphère de l'économie politique car elles ne peuvent être ni produites, ni distribuées, ni consommées²⁶. Elles n'auraient pas de valeur car la Nature « *les donne indifféremment à tous, personne n'est obligé de les acquérir au prix d'un sacrifice* » (1826, p. 319). Les richesses sociales, au contraire, feraient l'objet d'une étude scientifique. Elles auraient une valeur car ce sont « *les seules qui se forment, se distribuent et se détruisent suivant des lois que nous pouvons assigner* » (ibid). Aux yeux d'Auguste Walras, cette distinction est malencontreuse et erronée²⁷. Elle ne tient pas compte d'un phénomène important : celui de la limitation. S'il est vrai que l'air et la lumière ont une utilité « *immense*²⁸ », ils présentent également la particularité d'être abondants et indestructibles. En d'autres termes, ces richesses sont si abondantes et si durables, que les hommes ne peuvent pas en manquer. Il n'en va pas de même des produits agricoles, des meubles, des marchandises... Ces biens sont limités d'une double manière, dans leur durée (certains biens se détruisent lors du 1^{er} usage) et/ou dans leur quantité (tous les hommes ne jouissent pas de leur usage).

²⁶ Auguste Walras précisera que cette définition repose sur une erreur manifeste. Tout d'abord, les richesses naturelles peuvent se produire et se reproduire sans le concours de l'homme. Ensuite, elles se distribuent parfaitement entre tous les hommes (si personne n'en est privé, c'est parce qu'elles sont illimitées dans leur quantité). Enfin, parmi tous les biens naturels et gratuits, il y en a un grand nombre qui se consomment et certains qui ne se consomment pas (les fonds de terre).

²⁷ A la distinction richesse naturelle/richeesse sociale, Auguste Walras opposera la distinction entre les biens limités et les biens illimités. Il existerait ainsi deux types de richesses, l'une qui consiste dans la possession de choses utiles (« la richesse absolue ») ; l'autre dans la possession de valeurs (« la richesse relative »). Alors que la première n'est susceptible que d'une appropriation morale, la seconde peut s'apprécier d'une manière rigoureuse et précise. Cette dernière est la seule qui fasse l'objet de l'économie politique et que l'on puisse appeler « la richesse ».

²⁸ Par la suite, J-B Say considèrera que si les richesses naturelles ont une utilité immense, leur valeur doit nécessairement dépasser tous nos moyens d'acquisitions. Elle serait ainsi sans bornes.

La limitation dans la quantité traduit une disproportion entre la somme des biens et la somme des besoins qui en réclament la possession. Cette disproportion a un nom, elle s'appelle *rareté*. Reprenant les propos²⁹ de Say figurant dans son *Catéchisme d'économie politique* (1826, 3^{ème} édition, chap II), Auguste Walras insistera sur deux conséquences de ce nouveau principe : 1° ce n'est pas l'utilité d'une chose qui en fait la valeur ; tout objet qui a de la valeur, la doit uniquement à sa limitation en quantité ; 2° la rareté est la cause de la valeur, l'utilité en est la condition. Aucun objet ne peut avoir de la valeur, s'il n'est à la fois utile et rare : « *la valeur en deux mots, c'est l'utilité rare* » (1831, p. 267). Pour conforter sa thèse, Auguste Walras introduira une distinction entre **l'utilité dans son intensité** et **l'utilité dans son extension**. Les besoins se distinguent également par leur étendue, ou pour être plus précis, par le nombre de personnes qui les éprouvent. Parmi les choses dont les hommes se servent, il y en a certaines qui ont une utilité générale et universelle, et d'autres qui sont utiles dans certains cas et certaines conditions. Renvoyant une nouvelle fois ses lecteurs au *Traité d'économie politique* de J-B Say : « *Une peau d'ours et un renne sont des objets de première nécessité pour un lapon ; tandis que le nom même en est inconnu au porte-faix de Naples* » (1826, t II, p. 157), Auguste Walras note que ce qui détermine la rareté et la valeur des choses, c'est tout d'abord le nombre et la quantité de biens limités, ensuite le nombre des hommes qui en ont besoin (la somme des besoins). La rareté n'est donc que le rapport entre ces deux nombres. Si le nombre des besoins s'accroît ou la quantité des choses utiles diminue, la rareté augmentera et la valeur s'élèvera. Si le nombre des besoins diminue ou la quantité des choses utiles augmente, la rareté diminuera et la valeur se réduira. C'est ainsi qu'il faut entendre l'influence de l'utilité sur la valeur. Cette influence est relative à son extension, au nombre des besoins : « *L'extension de l'utilité est un des termes constitutifs du rapport que nous appelons du nom de rareté* » (1831, p. 176). Auguste Walras place la distinction entre intensité de l'utilité et extension de l'utilité au rang de ses contributions à l'économie politique. L'extension de l'utilité est le seul principe qui ait de l'influence sur la valeur. Il reconnaît cependant que le premier phénomène est une conséquence naturelle du second. Plus une chose est utile, plus le besoin est urgent, et par conséquent, plus il y a aura d'hommes disposés à faire un sacrifice pour s'en assurer la possession : « *Une chose plus utile sera plus demandée : à quantité égale elle sera plus rare. La quantité des choses utiles ne variant point, leur rareté sera en raison directe de l'extension de l'extension de l'utilité, et cette extension sera elle-même en raison directe de l'intensité. La valeur se proportionnera à la rareté, et par cela même à l'utilité considérée dans son intensité. Tel est le sens dans lequel l'utilité peut servir de mesure à la valeur* » (1831, p. 177). L'utilité n'a donc qu'une influence indirecte sur la valeur. La valeur ne vient jamais de l'utilité. Lorsque l'utilité d'une chose est plus générale, la somme des besoins qui en réclament la possession, est plus grande, et la rareté enregistre une augmentation proportionnée à celle des besoins.

²⁹ « *Pourquoi l'utilité d'une chose fait-elle que cette chose a de la valeur ? Parce que l'utilité qu'elle a la rend désirable, et porte les hommes à faire un sacrifice pour la posséder. On ne donne rien pour avoir ce qui n'est bon à rien ; mais on donne une certaine quantité de choses que l'on possède (une certaine quantité de pièces d'argent, par exemple) pour obtenir la chose dont on éprouve le besoin. C'est ce qui fait sa valeur* » (1826, chap II, p. 9).

Cette conception de la valeur rareté, Auguste Walras entend pleinement l'exploiter et montrer la supériorité de sa théorie par rapport à celle de Jean-Baptiste Say. S'appuyant sur une citation tirée du *Catéchisme d'économie politique* de J-B Say, - « *Un verre d'eau peut avoir un très grand prix dans une traversée de même, lorsque la provision d'eau douce est épuisée, et quoiqu'il n'y ait rien coûté à celui qui se trouve en avoir en sa possession. Cette circonstance extraordinaire qui augmente beaucoup la valeur d'une chose, sans qu'on y est ajouté une nouvelle utilité est l'effet d'une espèce de monopole ; ce n'est point un accroissement mais un dépassement de richesse* », Auguste Walras note que l'idée de monopole ne renvoie ni à une valeur accidentelle, ni aux privilèges abusifs liés aux lois. Le monopole est une conséquence naturelle et nécessaire de la propriété : « *Qui dit propriété, dit vente exclusive* » (1831, p. 167). Comme la propriété et la valeur partagent un même fait - la limitation qui borne la quantité des choses utiles - le monopole est une cause plus ou moins directe de la valeur. Le monopole devient par là même, un fait naturel, général et universel, une conséquence immédiate de la possession exclusive. On peut condamner le monopole abusif, synonyme d'injustice. Cependant, il existe également des monopoles justes, rattachés à des propriétés légitimes. Auguste Walras rappelle que l'échange se compose toujours d'une vente et d'un achat, ou encore de deux ventes et de deux achats (chaque contractant vend et achète). Or celui qui vend une marchandise dont il est le propriétaire, dont il a la possession exclusive, n'est pas autre chose qu'un monopole. Les bottiers, les chapeliers, les boulangers, les bouchers ont ainsi le monopole de leurs produits ; les ouvriers celui de leur travail ; les capitalistes, celui de leurs capitaux ; les propriétaires fonciers, celui de leurs fonds de terre. Le monopole est ainsi rattaché aux idées de propriété et de limitation dans la quantité de certaines choses utiles.

De la même manière, Auguste Walras entend démontrer que le rapport de l'offre à la demande est une consécration formelle de son principe de rareté : « *Le rapport de l'offre à la demande n'est pas autre chose que le rapport qui existe entre la somme de certains biens et la somme des besoins qui en sollicitent la possession* » (1831, p 235). Ce postulat mérite cependant quelques commentaires. Auguste Walras précise qu'il faut distinguer l'offre et la demande absolues, d'une part ; et l'offre et la demande effectives, d'autre part. L'offre et la demande effectives désignent l'offre et la demande réellement exprimées par la voie du commerce, en un certain temps et à un certain prix, par quelques négociants et quelques clients. Trois cas de figure peuvent ainsi être envisagés : l'offre peut être égale, supérieure ou inférieure à la demande. La demande et l'offre absolues sont quant à elles l'expression « *de toutes les choses rares qui peuvent contribuer au bien être de l'homme* » et « *de la quantité des biens rares ou limités qui se trouvent à la disposition des hommes* » (1831, p. 237). L'offre absolue est toujours strictement inférieure à la demande absolue. Dès que les biens sont limités dans la quantité, il est impossible que la somme de ces biens satisfasse à tous les besoins qui les réclament. Ceci constitue l'expression de la rareté et occasionne la valeur. C'est pour avoir confondu la demande absolue avec la demande réelle, que David Ricardo et Germain Garnier ont été conduits à nier l'influence de la quantité offerte et de la quantité demandée sur la valeur. Auguste Walras précise que J-B Say a lui-même corrigé cette erreur en rappelant la portée et la signification de ce principe : « *Quand M ; Ricardo dit qu'un produit vaut toujours ce que valent ses frais de production, il dit vrai ; mais la question reste à résoudre : Qu'est ce que valent ces frais de production ? Quel prix*

met-on aux services capables de produire un produit appelé une livre de café ? Je réponds qu'on y met autant plus de prix, et qu'on est disposé à les payer d'une quantité d'autant plus grande de tout autre service productif, que les services propres à produire du café, sont plus rares et plus demandés ; et c'est dans ce sens qu'il faut entendre la demande et l'offre, le besoin et l'approvisionnement, le principe si connu des anglais sous les noms de want and supply » (1826, II, p. 294), cité par AW (1831, p. 245). Ce rapport renvoie explicitement à la notion de rareté.

Enfin, si le marché est le lieu où se rencontrent des vendeurs et des acheteurs, c'est également le lieu où se manifeste la limitation de la quantité de certains biens, en d'autres termes la rareté. Auguste Walras insistera tout particulièrement sur ce dernier point. Le marché est le résultat de deux nombres : le nombre de personnes et le nombre de biens limités. C'est pour avoir négligé l'un ou l'autre des deux termes de ce rapport, et principalement le nombre de biens offerts, que la plupart des économistes ont associé le marché à un lieu où se présentent des acheteurs. Auguste Walras nous renvoie ici à la définition de J-B Say et à sa loi des débouchés. Le marché est « *le lieu où l'on trouve à échanger, ou si l'on veut, à vendre ses produits. En économie politique, ce n'est pas seulement le lieu où l'on se rassemble matériellement pour vendre et acheter ; c'est le lieu quelconque où il se présente des acheteurs. Ainsi l'Angleterre est un marché pour le thé de Chine, et l'Asie est un marché pour les métaux précieux du nouveau monde. Ce mot, dans beaucoup de cas, peut être remplacé par celui de débouchés* » (1841, p. 590). Aux yeux de Walras, cette définition serait trop restrictive. Elle accorderait trop d'importance à la somme des besoins ou au nombre des individus qui les éprouvent. Le marché ne serait pas autre chose que la somme des demandes. La valeur d'une chose augmenterait avec l'extension du marché : « *la valeur d'un objet deviendra d'autant plus grande, qu'on augmentera davantage la somme des besoins qui en réclament la possession* » (1831p 292). Si l'on tient compte maintenant de la quantité offerte (c'est-à-dire de la somme des biens limités), ce résultat n'est plus valable. Le marché peut en effet s'étendre sans engendrer une modification de la valeur des marchandises (une hausse des prix). Ainsi, la rareté ne changera pas si l'augmentation des besoins est également suivie d'une augmentation des biens limités. Pour Walras, ce résultat ne ferait que confirmer sa théorie : « *l'appréciation de la rareté, et de la valeur qui en est la suite, [doit] nécessairement tenir compte de deux quantités, qui sont : 1° la somme des besoins, et 2° la somme des biens limités propres à satisfaire ces besoins. Si l'on fait abstraction de l'une ou de l'autre de ces deux quantités, on se fera de la rareté une très fausse idée, et l'on mettra hors d'état de comprendre une multitude de phénomènes, qui ne peuvent naturellement bien s'expliquer que par une analyse complète de la valeur et de la cause qui la produit* » (1831, p. 295).

C. La richesse sociale n'est pas toujours le fruit de la production

Dans le chapitre premier du *Traité d'économie politique*, intitulé « Ce qu'il faut entendre par production », J-B Say introduit deux définitions importantes. La première précise que la valeur que les hommes attachent aux choses trouve son fondement dans l'usage qu'ils peuvent en faire. L'utilité est « *cette faculté qu'ont certaines choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des hommes* » (1841, p. 57). La seconde propose une conception originale de la production : « *la production n'est pas une création de matière, mais une création d'utilité* » (1841, p. 57). Et comme cette utilité donne aux objets de la valeur, il y a production de richesse. Pour remettre en cause

cette affirmation, Auguste Walras va s'appuyer sur trois éléments contestables de la doctrine de Say.

Dans un premier temps, il va chercher à analyser l'utilité dans tous ses aspects afin de démontrer qu'elle est incapable de produire de la valeur. La distinction entre utilité directe et utilité indirecte fera l'objet de toute son attention. Auguste Walras précise que pour savoir si une chose est directement ou indirectement utile, il convient de revenir sur le besoin qu'elle cherche à satisfaire. La distinction est donc essentiellement relative. Toutefois, dès qu'un besoin est déterminé, on peut distinguer des choses propres à le satisfaire directement et d'autres indirectement. Auguste Walras en tire plusieurs conclusions : (i) « *Plus l'utilité d'une chose est directe ou immédiate, plus sont nombreux les besoins qui en réclament la possession* » (1831, p. 183) ; (ii) « *Plus l'utilité est directe, plus elle s'étend* » (ibid). L'extension de l'utilité (ou le nombre des besoins) constituant l'un des deux termes du rapport qui définit la rareté, une chose sera d'autant plus rare que son utilité est directe. Par ailleurs, une chose qui a une utilité indirecte, peut acquérir une utilité directe lorsqu'elle est soumise au travail. L'industrie humaine transformerait ainsi des utilités indirectes en utilités directes. Auguste Walras note que certains économistes (dont J-B Say) en ont déduit que la richesse se composait de choses façonnées par l'industrie humaine. Ils ont ainsi associé la richesse à l'acte de production et donné le nom de « produits » aux objets qui ont de la valeur. Auguste Walras considère que cette démarche est erronée. La valeur ne serait que le fruit de la limitation dans la quantité.

Dans un deuxième temps, Auguste Walras cherchera à appréhender la valeur sous l'angle des services productifs. Contrairement à Ricardo et Destutt de Tracy, Say n'a jamais admis l'idée selon laquelle le travail serait la seule source de la richesse, la seule origine de l'utilité et de la valeur. Dans le *Traité d'économie politique*, J-B Say décerne le titre de producteurs aux industriels, aux capitalistes et aux propriétaires fonciers, « *le producteur est celui qui produit, soit par son industrie, soit par son capital, soit par son fonds de terre* » (1841, p. 593). La création d'utilité et de valeur serait ainsi due au concours de l'industrie, des terres et des capitaux. Les services productifs seraient associés à des travaux, des services fonciers et des services capitaux. Si la richesse est le fruit de la production, il serait possible d'affirmer que la valeur des produits n'est pas autre chose que la valeur des services productifs et que leur prix « *compose les frais de production* » (1841, p. 604). Auguste Walras précisera qu'il ne cherche pas à combattre les thèses de Say, « *M. Say a eu le mérite de se demander pourquoi les services productifs avaient une valeur, et par cela seul, il s'est placé sur la bonne voie un peu plus loin que Smith et Ricardo* » (1831, p. 210). Il vise surtout à remettre en cause les opinions des économistes qui s'appuieraient sur la théorie de la production de Say pour placer l'origine de la valeur dans les frais de production. Si les services productifs ont de la valeur, c'est qu'ils sont rares. Les terres et les capitaux étant limités, ils ont tous deux une valeur, leurs services s'obtiennent à un prix et ce prix n'est que la conséquence naturelle de leur limitation.

Dans un troisième temps, Auguste Walras insistera sur le fait qu'il existe des valeurs qui ne doivent pas leur origine à la production : « *Tous les produits sont bien des valeurs, mais toutes les valeurs ne sont pas des produits* » (1831, p. 196). Ainsi les capacités industrielles et les fonds de terre sont des dons gratuits, des richesses

sociales et naturelles qui ne sont pas le fruit de la production mais qui font l'objet de l'économie politique. Le principe selon lequel la richesse sociale est toujours le fruit de la production, serait donc erroné.

Conclusion

Dans cette première moitié du XIX^e siècle, Auguste Walras et Jean Baptiste Say ont un point commun. Ils ont tous deux cherché à appréhender l'économie politique du point de vue méthodologique. Pour cela, il convient de préciser la nature et les limites de cette science. L'économie politique, c'est tout d'abord la science de l'observation et du raisonnement. Elle s'appuie sur des faits généraux, universels et permanents. L'économie politique, c'est ensuite un ensemble de connaissances bénéficiant des progrès des autres sciences. Elle doit être ainsi dissociée de la politique, de la Morale, de la Statistique, des Mathématiques.... Loin de s'opposer à J.B Say, Auguste Walras tend à conforter certaines thèses avancées par l'éminent économiste. Dans le même temps, il introduit les premiers jalons de la science économique (distinction entre la Morale et l'économie politique, introduction des mathématiques...). La nature et les limites de l'économie politique une fois posées, J-B Say et Auguste Walras ont cherché à préciser l'objet de cette science. Si tous les économistes reconnaissent la pertinence des deux principes suivants ; à savoir, que l'économie politique est la science de la richesse sociale, et que la richesse sociale se compose de valeurs changeables ; ils sont divisés lorsqu'il s'agit de déterminer l'origine de la valeur. Les uns placent la valeur dans le travail et/ou les frais de production, les autres dans l'utilité. Auguste Walras condamne les premiers tout en cherchant à dépasser les seconds. Il rend ainsi hommage aux améliorations que J-B Say a introduites dans la science de la richesse, tout en lui adressant une série de critiques. La plus significative revient sur la portée du concept d'utilité. La valeur d'échange prend sa source dans la rareté. Ce nouveau principe, qu'Auguste Walras a développé dans son ouvrage « De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur » (1831), explique tout et suffit à tout : « *Il rend compte de la valeur et de toutes les variations que la valeur peut éprouver. Il explique la valeur du travail et la valeur de tous les services productifs qui en ont une. Il explique la valeur et toutes les nuances de la valeur, le taux des différentes valeurs et toutes les variations dont ce taux peut être susceptible. Souple et fécond comme la vérité, il explique les cas généraux et les cas exceptionnels. Il représente fidèlement la nature des choses dans son identité fondamentale et dans son inépuisable variété* » (1849, p. 339).

BIBLIOGRAPHIE

- ANTONELLI E. (1923), « Un économiste de 1830 : A.Walras », *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, n° 4, pp. 516-540.
- BLANC E. (2003), « L'utilité éclairée comme principe de la morale : J-B Say est-il utilitariste ? », in Jean-Pierre Potier et André Tiran (dir), *Jean-Baptiste Say, Nouveaux regards sur son œuvre*, Economica, p. 95-126.
- DIEMER A. (2006), « De la théorie de la richesse sociale à la théorie de la justice : les apports d'Auguste Walras », Journées d'études « La justice sociale : histoire et théories », ACGEPE, 7 et 8 décembre, Aix en Provence, 25 p.

- DIEMER A. (2006), « Léon Walras et la physique : nouveaux regards sur le statut scientifique des travaux walrassiens », Colloque de l'Association Internationale Walras, Lausanne, les 21-23 septembre, 31 p.
- DIEMER A. (2005), « Auguste et Léon Walras : la constitution d'un véritable programme scientifique pour l'économie politique », *Journée d'étude de Lyon, ISH, Triangle*, 17 novembre, 25 p.
- DIEMER A., LALLEMENT J. (2004), « De Auguste à Léon Walras : retour sur les origines du marché et de la concurrence walrassiennes », *IV colloque de l'AIW, Nice*, 22-23 septembre. Réimpression dans les *Cahiers du CERAS*, hors série n°4, avril, 2005, pp. 99 - 120.
- DIEMER A. (2003), « Utilité, Valeur, Demande : la controverse entre Jean-Baptiste Say et Jules Dupuit », in J-P Potier, André Tiran, *Jean-Baptiste Say, nouveaux regards sur son œuvre*, *Economica*, p. 361-379.
- JAFFEE W. (1965), *Correspondence of Leon Walras and related papers*, North Holland Publishing Cie.
- LEGRIS A., RAGNI L. (2003), « La conception de l'individu chez Jean-Baptiste Say », in Jean-Pierre Potier et André Tiran (dir), *Jean-Baptiste Say, Nouveaux regards sur son œuvre*, *Economica*, p. 41-68.
- MAGNAN de BORNIER J., TOSI G. (2003), « La méthode de Jean-Baptiste Say : au service d'une discipline autonome », in Jean-Pierre Potier et André Tiran (dir), *Jean-Baptiste Say, Nouveaux regards sur son œuvre*, *Economica*, p. 19-40.
- MODESTE L. (1923), *Auguste Walras économiste, sa vie, son œuvre*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris.
- POTIER J-P, TIRAN A. (2003), *Jean-Baptiste Say, nouveaux regards sur son œuvre*, *Economica*.
- ROBERT H. (2000), *La Monarchie de Juillet*, PUF.
- SAY J-B (1826), *Traité d'économie Politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, 5^{ème} édition, Rapilly, Paris.
- SAY J-B. (1828-1829), *Cours complet d'économie politique pratique*, 1^{ère} édition, Rapilly, Paris ; 2^{ème} édition, Hauman et Cie, 1840 ; 3^{ème} édition, Guillaumin et Cie, 1852.
- SAY J-B. (1848), *Oeuvres diverses de J.B Say*, Guillaumin.
- STEINER P. (1987), « Jean Baptiste Say et l'enseignement de l'économie politique en France (1815-1832) », *Oeconomia*, pp. 63-95.
- WALRAS A., (1831), *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur*, in 8^o, Paris, Johanneau. Réimpression sous la direction de G. Leduc, Alcan, 1938.
- WALRAS A., (1832-1835), *Cours à Evreux*, in Auguste et Léon Walras oeuvres économiques complètes, vol. III, préparé par Pierre-Henri Goutte, Jean-Michel Servet, Paris *Economica*, 2005.
- WALRAS A., (1836-1837), *Cours de l'Athénée Royale de Paris*, Auguste et Léon Walras oeuvres économiques complètes, vol. III, préparé par Pierre-Henri Goutte, Jean-Michel Servet, Paris, *Economica*, 2005.
- WALRAS A., (1849), *Théorie de la richesse sociale ou résumé des principes fondamentaux de l'économie politique*, in 8^o, Paris, Guillaumin.
- WALRAS A. (1849), « Mémoire sur l'origine de la valeur d'échange », *Académie des Sciences Morales et Politiques*, séance du 15 septembre.
- WALRAS A., (1863), *Esquisse d'une théorie de la richesse*, Discours prononcé le 19 décembre à l'ouverture du Cours d'Economie Politique professé à Pau, imprimerie et lithographie de E. Vignancour.
- WALRAS A., (1863), *Cours de Pau*, in Auguste et Léon Walras : oeuvres économiques complètes, vol. III, préparé par Pierre-Henri Goutte, Jean-Michel Servet, Paris, *Economica*, 2005.
- WALRAS A., (2005), *Cours et pièces diverses*, Auguste et Léon Walras oeuvres économiques complètes, vol. III, préparé par Pierre-Henri Goutte, Jean-Michel Servet, Paris, *Economica*.
- WALRAS A., (2005), *Correspondance*, in Auguste et Léon Walras, oeuvres économiques complètes, vol. IV, préparé par Pierre-Henri Goutte, Jean-Michel Servet, Paris, *Economica*.
- WALRAS L. (1860), *L'économie politique et la justice : Examen critique et réfutation des doctrines économiques de M. P-J Proudhon*, Paris, Librairie Guillaumin et Cie Editeurs.
- WALRAS L., (1874), *Eléments d'économie Politique pure*, Corbaz, Lausanne.
- WALRAS L., (1908), *Un initiateur en Economie Politique*, A.-A. Walras, Editions de la Revue du Mois.
- WALRAS L., (2001), *L'économie politique et la justice*, in Auguste et Léon Walras, oeuvres économiques complètes, vol V, préparé par Pierre-Henri Goutte et Jean-Michel Servet, Paris, *Economica*.
- WAREQUIEL (de) E., YVERT B. (1996), *Histoire de la Restauration (1814 - 1830) : naissance de la France moderne*, Perrin, Paris.